



**PRÉFÈTE
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
Bureau des procédures environnementales
et foncières**

Arrêté n° 53DCBPEF-2025-075 du 26 mai 2025

levant la mise en demeure prise par arrêté préfectoral n° BPEF-2024-0102 du 24 juin 2024, à l'encontre de la SAS SARA, exploitant une unité d'abattage de volailles, de découpe et de stockage des emballages et des produits frais congelés, ZI de la Pépinière à Craon (53400)

La préfète de la Mayenne,
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6 et suivants et L. 514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 modifié relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2210 « abattage d'animaux » et notamment ses articles 5, 19 et 29 ;

VU le décret du président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Marie-Aimée Gaspari, préfète de la Mayenne ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2018 modifié autorisant la SAS SARA à exploiter une unité d'abattage de volailles, de découpe et de stockage des emballages et des produits frais congelés, sise ZI de La Pépinière à Craon (53400) ;

VU l'arrêté préfectoral n° BPEF-2024-0102 du 24 juin 2024 par lequel la SAS SARA a été mise en demeure de respecter les prescriptions applicables à l'abattoir de volailles qu'elle exploite ZI de la Pépinière à Craon ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2024, régulièrement publié, portant délégation de signature à M. Ronan LÉAUTIC, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval, arrondissement chef-lieu, et suppléance de la préfète de la Mayenne ;

Vu le rapport et l'avis émis par l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées en date du 19 mars 2025, à la suite de sa visite réalisée sur le site de l'abattoir de volailles de la SAS SARA le 11 mars 2025 ;

CONSIDERANT que la SAS SARA a été mise en demeure par arrêté préfectoral du 24 juin 2024 susvisé, de :

- définir des consignes d'exploitation permettant d'assurer l'absence de débordement des bennes (y compris lors de leur chargement sur le véhicule porteur) et bas de collecte des sous-produits animaux et déchets, et les faire appliquer ;
- définir des consignes d'exploitation permettant d'assurer l'entretien et le nettoyage régulier des abords, en particulier de la zone de prétraitement des eaux usées et des zones de stockage des sous-produits animaux, et les faire appliquer ;
- réaliser les aménagements nécessaires pour prévenir tout écoulement d'eaux souillées vers le réseau de collecte des eaux pluviales, en particulier au niveau de la zone de pré-traitement des eaux usées ;

CONSIDERANT que dans le cadre de la visite d'inspection du 11 mars 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté :

- que les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 susvisé, sont respectées, à savoir :
 - . un protocole a été mis en place pour le suivi et la maîtrise du remplissage de la benne de récupération des refus de tamisage ;
 - . un enregistrement de l'entretien et du nettoyage de la zone de prétraitement est réalisé ;
 - . un bilan hebdomadaire a lieu entre le prestataire, la société SECHE, en charge du prétraitement et le responsable de production de la société SARA ;
- que les prescriptions des articles 19 et 29 de l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 susvisé, sont respectées ;

CONSIDERANT dans ces conditions qu'il peut être mis fin à la mise en demeure dont l'exploitant fait l'objet ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} : la mise en demeure prise par arrêté préfectoral n° BPEF-2024-0102 du 24 juin 2024, à l'encontre de la SAS SARA, exploitant une unité d'abattage de volailles, de découpe et de stockage des emballages et des produits frais congelés, ZI de la Pépinière à Craon (53400), est levée.

ARTICLE 2 : le présent arrêté est notifié à la SAS SARA.

ARTICLE 3 : le présent arrêté est publié, pour une durée de deux mois sur le site internet des services de l'État en Mayenne : <https://www.mayenne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-eau-et-biodiversite/Installations-classees/Installations-classees-industrielles-carrieres/Mesures-de-police-administrative>

ARTICLE 3 : le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, la sous-préfète de Château-Gontier, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

~~Pour la préfète et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
Le sous-préfet de Mayenne,~~

Arnaud BENOIT

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : www.telerecours.fr dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai 2 mois :

1° pour l'exploitant, ce délai commence à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés, ce délai commence à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Mayenne.